



Conseil Supérieur de l'Éducation

Mercredi 1^{er} octobre 2025

La Fep-CFDT, premier syndicat de l'enseignement privé, **alerte** aujourd'hui le Conseil Supérieur de l'Éducation **sur une crise profonde du bien-être au travail des enseignants du privé sous contrat.**

Elle se fonde sur l'Ifop qui a élaboré à sa demande un baromètre inédit sur le moral des enseignants des établissements privés sous contrat. **Il confirme ce que l'on perçoit sur le terrain : un malaise profond et structurel.**

La bonne nouvelle de ce baromètre, c'est qu'une grande majorité des enseignants puisent dans leur travail une source d'épanouissement personnel et sont profondément attachés à leur métier malgré les difficultés. Toutefois, l'enquête dévoile une perte de motivation, qui est davantage marquée chez les enseignants expérimentés : 39% d'entre eux disent que leur motivation diminue, près de 50% chez ceux avec plus de dix ans d'ancienneté et 46% chez les 50 ans et plus.

Si les enseignants disposent de ressources jugées satisfaisantes pour 75 % d'entre eux, ils se sentent pour 25 % d'entre eux insuffisamment soutenus par leur direction et pour 38 % d'entre eux insuffisamment soutenus par les inspecteurs. De plus, 68 % jugent ne pas avoir accès à suffisamment de formation pour accueillir des élèves à besoins particuliers, ce qui génère de la souffrance. Résultat : 32 % seulement jugent disposer de moyens suffisants pour accueillir les élèves en situation de handicap.

Concernant leurs conditions de travail, les enseignants dénoncent un malaise profond qui s'est accentué ces dernières années avec l'apparition de nouvelles tâches. En effet, 83% déclarent une augmentation de leur charge de travail ; 56% se sentent stressés dans leur activité dont 66 % dans le primaire ; 73% estiment ne pas avoir le temps de corriger et préparer leurs cours sans empiéter sur leur vie personnelle. Enfin, la multiplication des mails, notamment des parents, brouille la frontière entre vie personnelle et professionnelle. Ainsi, 59 % ne parviennent pas à appliquer le droit à la déconnexion.

Ils sont 56 % à déclarer avoir subi des violences récentes et 45% à estimer que cela a un impact néfaste sur leur santé mentale. Cela se traduit par un sentiment de perte de respect et de reconnaissance du statut de l'enseignant : 85% estiment leur métier n'est pas reconnu par la société. Ce sentiment est aggravé lorsque l'enseignant se sent peu soutenu par l'institution.

Ce manque de reconnaissance est d'autant plus important que les enseignants sont globalement insatisfaits de leur rémunération : seuls 30% d'entre eux la trouve suffisante contre 62 % des Français. 48% des enseignants disent envisager une reconversion.

Aussi, la Fep-CFDT alerte l'administration qui se doit d'améliorer les conditions de travail, la rémunération et la reconnaissance du métier.